

Analyses 2010



Analyse de la situation et du rôle des médias au Burundi

Avec le soutien de la Communauté française

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Analyse de la situation et du rôle des médias au Burundi

Depuis quelques années, une multiplication des organes de presse s'est opérée au Burundi. Les journaux et les radios qui ont vu le jour ont cassé un certain monopole de fait de l'information dans ce pays, longtemps habitué à une presse uniquement publique. Ce sont surtout les radios qui ont joué un grand rôle car elles sont assez facilement écoutées partout et par tous, alors que les journaux et les télévisions sont considérées par la population comme plus élitistes.

Depuis 2005, avec les élections à tous niveaux et déclarées libres et transparentes, le Burundi s'est engagé dans un processus démocratique. Mais, pour autant, cette prolifération des médias va-t-elle de pair avec une liberté de la presse ?

Le Groupe « Afrique centrale » de Justice et Paix Belgique francophone a voulu analyser la situation et le rôle des médias au Burundi, en se posant bien sûr la question de la liberté de la presse, dans le contexte de nouvelles élections en 2010, qui n'ont pas rencontré le même succès démocratique qu'en 2005. Pour ce faire, le Groupe « Afrique centrale » s'est adjoint, au cours de ses réflexions, les compétences de deux spécialistes de cette question : Marie-Soleil Frère, chercheur au FNRS (basée à l'ULB), et Jean-Marie Vianney Mutore, ancien journaliste de la RTNB (Radio-télévision nationale du Burundi), actuellement étudiant à l'Ecole de Journalisme de Louvain.

Pourquoi la radio est-elle si populaire ?

A l'instar du continent africain, un fort pourcentage de la population burundaise ne sait ni lire ni écrire. Nous savons aussi que l'oralité des sociétés africaines est importante. De plus, au Burundi, la majeure partie de la population est rurale. Cela explique que la radio soit le moyen d'information le plus populaire dans ce pays.

Si en plus on tient compte du fait que les postes de télévision sont financièrement quasi inaccessibles pour la plupart des Burundais, et que le fait qu'il faille déboursier de l'argent chaque fois que l'on veut obtenir un journal joue psychologiquement, cela plébiscite incontestablement la radio comme moyen d'information par excellence.

Quel rôle de la presse ces dernières années ?

Au Burundi, comme dans les pays voisins, le pluralisme politique est un phénomène récent.

Au début des années 90, l'émergence du multipartisme politique a été accompagnée par l'ouverture des médias, spécialement de la presse écrite privée. Mais pendant la guerre civile, la presse burundaise a été accusée d'avoir exacerbé les conflits : elle a même été décrite par « Reporters sans frontières » comme média de la haine, et ce jusqu'en 96, lorsque le Président Buyoya qui venait de reprendre le pouvoir fit suspendre plusieurs de ces organes de presse.

Fin des années 90 – début des années 2000, on a pu assister à un certain changement et un engagement pour la paix dans certains médias, avec notamment :

- à l'initiative de l'ONG « Search for common ground », la création du Studio Ijambo qui mettait l'accent sur les facteurs de rapprochement plutôt que sur ceux qui divisent (comme les différences ethniques)

- la création de radios privées s'inspirant du Studio Ijambo et qui devinrent des radios « au service de la paix » : elles furent remarquables car elles permirent de « donner une voix » à ceux qui n'en avaient pas. C'est ainsi qu'elles furent inquiétées par le pouvoir politique car elles furent traitées de traîtres en donnant la parole aux milices. Cependant, malgré ces pressions, elles vont résister. Elles vont même donner la parole aux citoyens burundais – ce que ne faisait pas du tout la RTNB.
- Elles se constituent de ce fait comme contrepouvoir (car elles se permettent de critiquer le pouvoir en place) et se positionnent en tout cas comme médias de paix en mettant en avant l'importance de la paix pour le citoyen.

En 2005, pendant la campagne électorale : création d'une « synergie » de radios (y compris la RTNB !) pour couvrir la campagne et les élections. Les médias vont s'organiser ensemble : c'est ainsi qu'ils vont constituer un pôle de journalistes qui vont être envoyés dans tout le pays, ce qui leur permettra de donner des nouvelles de partout et ainsi avoir un certain « poids ». Le principe de cette Synergie sera notamment que chaque radio passera les mêmes bulletins d'information. C'est ainsi qu'elle aura un rôle important et qu'elle constituera un outil formidable pour la CENI (Commission électorale nationale indépendante) : diffuser l'actualité réelle à une grande partie des Burundais. Cela a contribué à la crédibilité des élections.

Quel financement de ces radios ?... qui peut s'avérer pour le moins problématique...

Nous imaginons bien que ces radios n'ont pas pu voir le jour sans soutiens financiers : elles ont en effet toutes été créées avec des fonds provenant de l'étranger, elles sont même entièrement financées de l'extérieur.

Bien sûr, nous voyons à cette situation les points positifs suivants :

- ces financements extérieurs leur donnent un certain confort de budget
- ils renforcent aussi leur indépendance journalistique, éditoriale
- ils leur permettent d'avoir une rédaction d'une vingtaine de journalistes, bien payés (environ 350 \$ par mois : par comparaison, c'est dix fois moins pour les journalistes au Kivu voisin... quand ces derniers sont payés !...). Ces journalistes burundais sont d'ailleurs presque admirés par la population, pour ce qu'ils sont, ce qu'ils représentent.

Cependant, nous voyons aussi à cette situation un gros point négatif : ces médias sont trop dépendants des bailleurs de fonds étrangers et de leurs programmes, ils ne peuvent donc se projeter dans l'avenir car ces programmes ne sont jamais à long terme.

Mais nous ne pouvons passer sous silence le fait que l'Etat belge soutienne énormément la RTNB, et cela se révèle à double tranchant : en effet, la RTNB était devenue pluraliste, or elle a été reprise en main par le parti au pouvoir ultra majoritaire, le CNDD/FDD. Ce financement se révèle donc très délicat pour l'Etat belge qui se retrouve à financer une radio-télévision nationale mais non pluraliste, à un seul courant de pensée... ce qui est un comble pour un pays démocratique comme la Belgique !...

L'évolution récente est inquiétante...

On vient de le voir, la RTNB a été reprise en main par le Président Nkurunziza. Elle n'aura en définitive été pluraliste qu'entre 2005 et 2007.

Et depuis deux ans, l'évolution continue à inquiéter, puisque le CNC (Conseil national de la communication – l'équivalent du CSA en Belgique francophone), censé assurer la pluralité de la RTNB, a perdu sa crédibilité, notamment par le fait que sa présidente s'est présentée (et a d'ailleurs été élue) sur les listes du CNDD/FDD !

Qui plus est, pour la campagne électorale de 2010, on a vu apparaître des médias politiques, comme une radio du CNDD/FDD. D'où la question de principe qui s'est posée aux radios préexistantes : fallait-il intégrer ou au contraire refuser l'accès de ces radios à la Synergie - la coalition qui s'est recrée pour les élections de 2010 ? Après de nombreuses polémiques, ces radios ont été intégrées, notamment pour essayer de diminuer leur potentiel d'influence : quatre fois par jour, toutes les radios de la coalition ont toutes diffusé le même journal parlé, ce qui a plutôt bien fonctionné. Hélas, nous pensons que le choix de l'opposition politique de finalement se retirer du processus électoral a mis à mal le principe de cette synergie...

Un grand besoin de formation professionnelle

Un grand manque de professionnalisme réside actuellement chez de nombreux journalistes au Burundi. Cela touche à la déontologie de la profession, mais finalement souvent liée à l'argent ! En effet, certains journalistes sont approchés par les partis politiques, surtout celui au pouvoir, pour couvrir par exemple leurs conférences de presse, faire passer leurs messages... en contrepartie d'argent, d'avantages...

Heureusement, il existe malgré tout encore – et nous voulons le souligner ici – de très bons journalistes au Burundi, qui gardent le feu sacré de leur profession, et qui, malgré des salaires de misère, exercent du mieux qu'ils peuvent leur profession en restant intègres.

Les ONG internationales et l'ONU jouent également un rôle négatif par rapport à cette problématique : elles attirent chez elles les journalistes compétents grâce aux salaires plus élevés.

Enfin, il appert qu'une école de journalisme viendrait de voir le jour au Burundi, soutenue par la Belgique. Nous estimons bien sûr qu'il s'agit d'une bonne nouvelle, mais combien de temps faudra-t-il encore pour avoir par exemple des docteurs en journalisme, qui pourront à leur tour former, etc. ?

Les défis futurs pour la presse au Burundi

Ils nous semblent évidemment primordiaux à relever : notre Groupe « Afrique centrale » a retenu quatre défis importants :

- la presse doit pouvoir devenir plus indépendante des bailleurs de fonds étrangers, tout en gardant sa qualité ;
- un énorme travail de formation en journalisme doit être effectué : ce sera un travail de longue haleine, avec pourquoi pas des partenariats à développer entre écoles de journalisme burundaises et belges par exemple, afin d'accélérer le processus ;
- la sécurité des journalistes doit être garantie : il est intolérable que des journalistes soient inquiétés moralement ou physiquement, voire mis en prison, parce qu'ils dérangent les responsables politiques ;
- enfin, il nous semble évident que la liberté de la presse diminue depuis deux à trois ans au Burundi ; l'autocensure des journalistes gagne aussi du terrain, de peur d'aller trop loin et d'être finalement inquiétés par le pouvoir. Il est donc nécessaire et important que cette liberté de la presse soit restaurée entièrement.

Ces défis sont importants, mais nous pensons que c'est à ce prix que la presse pourra exercer pleinement et librement son travail. Ce ne pourra qu'être positif pour le Burundi et pour sa démocratie qui peine à s'installer.

Le Groupe « Afrique centrale »
de la Commission Justice et Paix ,
Novembre 2010.